

Les zones urbaines sensibles

Forte progression du chômage entre 1990 et 1999

Jean-Luc Le Toqueux, division Études territoriales,
Jacques Moreau, direction régionale du Centre, Insee

De 1990 à 1999, le nombre de chômeurs a fortement augmenté dans les zones urbaines sensibles (ZUS), malgré une forte baisse de la population y résidant. En 1999, la proportion de chômeurs au sein de la population active dans les ZUS est ainsi deux fois plus élevée que sur l'ensemble du territoire national. Les jeunes sont les plus touchés et leur situation s'est particulièrement dégradée. Le phénomène est cependant loin d'être homogène : dans une ZUS sur quatre l'évolution de l'emploi a été plus favorable que dans son environnement géographique.

Le pacte de relance pour la ville, loi du 14 novembre 1996, a défini 750 zones urbaines sensibles (ZUS), 716 en métropole dont 9 quartiers de Paris et 34 dans les départements d'outre-mer (cf. *Définitions*). Depuis cette date, une 751^e ZUS a été créée dans le Nord-Pas-de-Calais et le périmètre d'une ZUS située en Île-de-France s'est élargi. Ces 751 zones sont réparties sur 490 communes et 87 départements.

En 1999, 4,67 millions de personnes vivent dans des ZUS, en métropole ou dans les départements d'outre-mer (*tableau 1*). En 1990, ce nombre était de 4,94 millions. Entre ces deux dates la baisse du nombre d'habitants concernés est de 5,3 %. En métropole, un habitant sur treize réside dans une ZUS. Dans les départements d'outre-mer, cette proportion est proche de un sur huit. Entre 1990 et 1999, la population dans les ZUS d'outre-mer s'est accrue, au total, de 2,5 %. Alors que dans les ZUS de Martinique et de Guadeloupe le nombre d'habitants a davantage diminué que dans celles de métropole (-17 %), dans celles de Guyane et de la Réunion la population a augmenté (+ 5 % et + 15 %). Du fait des évolutions très contrastées entre les Dom et la

métropole, la suite de l'article ne se rapporte qu'aux seules ZUS de métropole.

Un chômage très important et beaucoup d'emplois précaires

Malgré la baisse sensible de la population dans les ZUS entre 1990 et 1999, le nombre de chômeurs y a nettement augmenté, passant de 400 000 à presque 500 000 entre ces deux dates. La part des chômeurs dans la population active a donc très fortement progressé entre les deux derniers recensements (cf. *Définitions*). En 1999, elle atteint 25,4 % soit pratiquement le double de celle de l'ensemble de la France métropolitaine (12,8 %). Dans les unités urbaines comprenant des ZUS, la part des chômeurs (14,3 %) est supérieure de 1,5 point à celle de la moyenne métropolitaine mais inférieure de dix points à celui de l'ensemble des ZUS.

Les habitants des ZUS occupent plus souvent que les autres des emplois précaires. Un actif ayant un emploi sur cinq résidant dans une ZUS travaille avec un contrat à durée déterminée, effectue des missions d'intérim ou des stages. Sur l'ensemble du territoire cette proportion n'est que de un sur huit.

Moins d'actifs dans les ZUS

Entre 1990 et 1999, le taux d'activité dans les ZUS a décru de 69,5 % à 68,1 %. Cette baisse est légère mais elle s'oppose à l'augmentation observée dans l'ensemble de la métropole où le taux d'activité passe de 71,3 % à 73,1 %. Elle est le résultat de la superposition de deux évolutions. D'une part, le taux d'activité des hommes baisse partout, mais de façon plus marquée dans les ZUS. D'autre part, le taux d'activité des femmes augmente, lui, beaucoup plus faiblement dans les ZUS qu'ailleurs, amplifiant ainsi l'écart structurel entre la population active des ZUS et celle du reste de la métropole.

INSEE
PREMIERE

1 Principaux indicateurs sur l'activité et le chômage en 1990 et 1999

	ZUS			Unités urbaines			France métropolitaine		
	1990	1999	Évolution 1990-1999 en %	1990	1999	Évolution 1990-1999 en %	1990	1999	Évolution 1990-1999 en %
Population totale	4 730 787	4 462 851	-5,7	31 441 147	32 245 039	2,6	56 625 026	58 520 688	3,3
% de moins de 20 ans	33,4	31,5		26,2	24,6		26,5	24,6	
% étrangers	18,6	16,5		9,0	7,9		6,3	5,6	
% de non-qualifiés dans la population de 15 ans et plus	39,3	33,1		26,8	18,7		29,1	20,0	
Population active	2 114 399	1 932 084	-8,6	14 506 209	14 881 738	2,6	25 341 950	26 542 481	4,7
Taux d'activité des 15-59 ans	69,5	68,1		71,2	72,0		71,3	73,1	
Taux d'activité des 15-24 ans	43,7	32,8		36,8	27,7		38,2	29,8	
Population active occupée	1 696 223	1 435 119	-15,4	12 719 666	12 711 270	-0,1	22 379 569	23 055 202	3,0
% salarié en CDD, intérim, emplois aidés, stages	13,5	20,0		9,4	13,9		9,1	13,8	
Nombre de chômeurs*	400 265	491 601	22,8	1 671 599	2 126 933	27,2	2 732 571	3 401 611	24,5
Part des chômeurs dans la population*	18,9	25,4		11,5	14,3		10,8	12,8	
Part des chômeurs âgés de 15 à 24 ans*	28,5	39,5		20,7	27,0		19,9	25,6	
Part des chômeurs parmi les femmes*	23,3	27,5		14,4	15,7		14,4	15,0	
Part des chômeurs parmi les étrangers*	26,2	35,3		19,8	25,8		18,8	24,1	
% d'actifs occupés dans la population	35,9	32,2		40,5	39,4		39,5	39,4	

Champ : France métropolitaine

* Chômage au sens du recensement (cf. Définitions)

Source : Insee, recensements de la population de 1990 et 1999

Du fait du triple mouvement de baisse de la population, de hausse du chômage et de diminution du taux d'activité, la population active ayant un emploi a, au total, baissé dans les ZUS de 15,4 %. Cette décroissance va une fois encore à l'encontre des tendances prévalant sur le reste du territoire (+ 3,0 % sur la métropole).

Le chômage augmente plus fortement pour les jeunes

Le taux d'activité des jeunes de 15 à 24 ans a suivi, dans les ZUS, le mouvement général de baisse lié à l'allongement de la durée des études. En 1999, les ZUS se singularisent par un niveau d'activité dans cette tranche d'âge un peu supérieur à celui de l'ensemble de la France métropolitaine : 32,8 % contre 29,8 %. Cependant cet écart se réduit avec le temps, puisqu'en 1990, ces deux taux atteignaient 43,7 % et 38,2 %.

Globalement, le nombre total de jeunes chômeurs a baissé de 12 %. Cette évolution s'explique par le double mécanisme de la baisse de la population (-16 % pour la tranche d'âge des 15-24 ans) et de la baisse du taux d'activité. En effet, la proportion de jeunes poursuivant des études a augmenté entre 1990 et 1999 (graphique). A population et taux d'acti-

tivité constants, le nombre de chômeurs aurait progressé de 39 %.

La part des chômeurs parmi les jeunes actifs résidant en ZUS s'est fortement accrue, passant de 28,5 % en 1990 à 38,6 % en 1999. Cette progression n'est certes pas l'apanage des ZUS mais elle est plus marquée que dans l'ensemble du territoire (de 19,6 % à 25,6 %). Elle est d'autant plus préoccupante que le niveau de départ était très élevé.

Au total, dans les ZUS, 13,2 % des jeunes de 15 à 24 ans sont chômeurs, contre 7,5 % pour l'ensemble de la métropole. Entre 25 et 59 ans, la part des chômeurs s'accroît dans de moindres proportions.

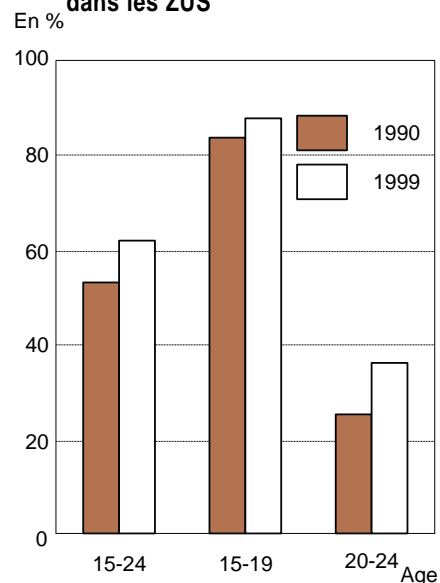
En 1990, dans les ZUS, la proportion de femmes au chômage dans la population active était supérieure de plus de 7 points à celle des hommes. En 1999, cet écart n'est plus que de 4 points, voisin de celui observé sur le reste du territoire.

Dans une ZUS sur quatre, le chômage a progressé moins vite que dans son proche environnement

Les ZUS sont en partie contraintes par leur environnement. Le niveau de chômage atteint dans les ZUS, ainsi que son évolution, sont fortement corrélés à

ceux des zones d'emploi auxquelles elles appartiennent. Une forte proportion de chômeurs au sein de la population active dans la zone d'emploi implique le plus souvent une proportion élevée de chômeurs dans la ZUS, voire plus élevée. De même une croissance forte de cette proportion correspond le plus souvent à une croissance forte dans la ZUS.

Proportion de jeunes poursuivant des études en 1990 et en 1999 dans les ZUS



Source : Insee, recensements de la population de 1990 et 1999

2 Évolution de la part des chômeurs dans les ZUS et les zones d'emplois entre 1990 et 1999

	ZUS ayant une évolution de la part de chômeurs...			
	Inférieure à celle de la zone d'emploi		Supérieure à celle de la zone d'emploi	
	ZUS	Zone d'emploi	ZUS	Zone d'emploi
Nombre de ZUS	177		540	
Taille moyenne (habitants)	4 732		6 713	
Évolution de population 1990-1999	-4,9	3,5	-5,8	3,6
Évolution de la population active occupée (%)	-8,2	2,2	-17,0	2,8
Évolution de l'emploi dans les ZE d'appartenance		2,4		3,1
Part des moins de 25 ans dans la population en 1990	41,7	34,8	43,3	34,6
Évolution de la part des moins de 25 ans	-9,5	-2,8	-7,9	-3,0
Proportion d'étrangers en 1990	17,1	8,0	19,0	7,1
Évolution de la part des étrangers	-16,2	-11,9	-10,4	-12,5
Taux de non-diplômés en 1990	58,7	46,4	56,8	48,0
Évolution de la part des non-diplômés (%)	-20,4	-26,7	-15,2	-25,8
Part des chômeurs en 1990*	20,1	10,9	18,7	11,0
Évolution de la part des chômeurs (%)*	15,1	22,4	39,3	20,3
Part des chômeurs parmi les moins de 25 ans en 1990*	30,5	20,0	28,1	20,1
Évolution de la part des chômeurs de moins de 25 ans (%)*	21,0	29,3	43,0	29,2
Part des chômeurs parmi les femmes en 1990*	23,9	13,8	23,2	14,3
Évolution de la part des chômeurs parmi les femmes*	3,3	7,5	21,2	5,2
Part des chômeurs depuis plus d'1 an en 1990*	48,7	44,8	47,2	44,9
Évolution de la part des chômeurs depuis plus d'1 an*	28,0	27,9	31,3	26,6

Champ : France métropolitaine

* Chômage au sens du recensement (cf. Définitions)

Source : Insee, recensements de la population de 1990 et 1999

Néanmoins, sur la période 1990-1999, un quart des ZUS (177 parmi les 717) ont bénéficié d'une évolution de leur proportion de chômeurs au sein de la population active plus favorable, ou moins défavorable, que celle de leur zone d'emploi d'appartenance (tableau 2). La proportion de chômeurs y a progressé moins vite que dans leur environnement, elle a même diminué pour 47 d'entre elles, et l'écart avec la zone d'emploi s'est donc atténué. Ces ZUS seront dites en situation de « rattrapage ». En revanche, dans 540 ZUS qui font partie des plus peuplées, la proportion de chômeurs a augmenté plus rapidement que dans la zone d'emploi correspondante. Pour ces ZUS, dont l'écart avec l'environnement se creuse, on peut parler de « décrochage ».

L'évolution de la proportion de chômeurs et du nombre d'emplois dans la zone d'emploi sur la période 1990-1999 ne semble pas déterminante pour qu'une ZUS soit en situation de rattrapage ou de décrochage. Du fait de leur définition, les ZUS sont plus fréquentes dans les zones d'emploi où la croissance de la proportion de chômeurs a été forte. Cepen-

dant la proportion de ZUS en situation de rattrapage est la même dans les zones d'emploi favorisées, où la croissance du taux de chômage est faible et la croissance du nombre d'emploi forte et dans les zones défavorisées, où la croissance de la proportion de chômeurs est forte et la croissance de l'emploi faible.

Ce constat laisse penser que ce sont davantage les facteurs locaux spécifiques ou historiques qui déterminent les conditions de rattrapage ou de décrochage des ZUS que l'évolution du marché du travail environnant.

Les ZUS qui décrochent et les autres : des caractéristiques qui s'opposent

Les ZUS en situation de décrochage sont de taille plus importante (6 700 habitants en moyenne). La proportion de chômeurs, en 1990, y était moins élevée que dans les autres ZUS, les proportions de jeunes et d'étrangers plus fortes, et la population plus qualifiée. Ces ZUS ont été très sensibles à la montée du chômage environnant. La proportion de

chômeurs s'y est accrue fortement (+39 %), en particulier chez les jeunes, dont la population n'a par ailleurs baissé que faiblement, tandis que la population étrangère diminuait peu et que le chômage de longue durée y augmentait. Cependant, la population totale a fortement diminué dans cette catégorie de ZUS et la population ayant un emploi encore davantage. Ceci traduit sans doute le départ de personnes plus âgées, plutôt qualifiées ou ayant un emploi. Ces départs contribuent encore à la hausse de la proportion de chômeurs dans ces zones. A cela s'ajoute l'accueil de populations défavorisées, entraînant une concentration de la précarité.

Les ZUS en situation de rattrapage sont en général de taille plus petite. Le taux de chômage y était plus élevé en 1990, en particulier celui de longue durée, la proportion de non-diplômés restait importante. Cette situation initiale, défavorable et persistante sur la période 1990-1999, a pu inciter au départ les jeunes, les étrangers et les non-diplômés. Le taux de chômage y a donc augmenté modérément, de même que le chômage de longue durée. La population ayant un emploi se maintient, la population totale baisse peu. Ces territoires, sans doute « vieillissants », ont eu tendance à se fondre dans le paysage, ce qui leur a peut-être permis d'accueillir à nouveau des populations moins défavorisées.

Sources

Les résultats sont issus des recensements de la population de 1990 et 1999. Le pacte de relance de la politique de la ville est entré en application le premier janvier 1997. Les évolutions décrites sont celles qui ont eu lieu entre 1990 et 1999, et non les évolutions entre 1997 et 1999.

Définitions

● Les **zones urbaines sensibles** (ZUS) sont des territoires infra-urbains définis par les pouvoirs publics pour être les cibles prioritaires de la politique de la ville, en fonction des considérations locales liées aux difficultés que connaissent ces territoires. Ainsi 751 zones ont été définies par la loi du 14 novembre 1996 de mise en œuvre du pacte de relance de la politique de la ville. Parmi elles, un sous-ensemble de 410 zones de redynamisation urbaine (ZRU) a été

créé, dont 396 en métropole. Cette loi a également instauré 44 zones franches urbaines (ZFU) dont 38 en métropole. Les trois niveaux d'intervention ZUS, ZRU et ZFU, caractérisés par des dispositifs d'ordre fiscal et social d'importance croissante, visent à répondre à des degrés différents de difficultés rencontrées dans ces quartiers. Les 410 ZRU ont été retenues sur la base de critères comprenant l'effectif de la ZUS, les taux de chômage et de non-diplômés, la proportion de jeunes et le potentiel fiscal par habitant. Les ZFU ont une géographie plus complexe puisque leurs territoires ne coïncident pas nécessairement avec ceux d'une ZUS, mais peuvent englober plusieurs ZUS ou créer des territoires ne comportant que des fractions de ZUS.

Les principales mesures de la loi du 14 novembre 1996 de mise en œuvre du pacte de relance pour la ville sont de trois ordres :

- les mesures fiscales : exonération facultative de taxe professionnelle pour création et extension d'établissement,
- les mesures sociales : création d'emplois de ville, aide aux chômeurs créateurs d'entreprise. Dans les ZRU, ce sont les provisions d'impôt et des exonérations, sous conditions et limitées dans le temps, des cotisations patronales,
- les mesures diverses : création d'établissements publics d'aménagement et de res-

tructururation dans les commerces, programmes de prévention sécurité, mesures relatives aux logements et à la mixité sociale (absence de surloyer dans les HLM, développement de leur gardiennage, dérogation aux plafonds de ressources PLA, aide à l'entretien de 500 000 logements HLM, renforcement des effectifs de police, adaptation de la police de proximité, généralisation des programmes locaux de l'habitat).

● La notion d'**unité urbaine** repose sur la continuité de l'habitat : est considéré comme telle un ensemble d'une ou plusieurs communes présentant une continuité du tissu bâti (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) et comptant au moins 2 000 habitants. Les évolutions sur les unités urbaines ont été mesurées à géographie constante, celle de 1999.

● La population active comprend les personnes ayant un emploi ou qui sont à la recherche d'un emploi, ainsi que les militaires du contingent.

Le chômage est entendu ici au sens du recensement. Est chômeur une personne qui s'est déclarée telle. Il comporte donc des « mères de famille », des « femmes au foyer » ou des « retraités » qui ont explicitement affirmé rechercher du travail. Cette définition est plus extensive

que celle du BIT, pour lequel est chômeur celui qui n'a pas eu d'occupation au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler et enfin, recherche effectivement un emploi. **Pour cette raison, on a utilisé les expressions « part des chômeurs » ou « proportion de chômeurs » au lieu de « taux de chômage ».**

Bibliographie

« Les quartiers prioritaires de la politique de la ville », M. Castellan, M. Marpsat, M.F. Golberger, *Insee première*, n° 234, décembre 1992.

« Regard socio-économique sur la structuration de la ville », *Économie et Statistique*, n° 294-295, 1996.

« En marge de la ville, au cœur de la société : ces quartiers dont on parle », Collectif, *Éditions de l'aube*, novembre 1997.

« Les zones urbaines sensibles », Philippe Choffel, Jean-Luc Le Toqueux, M.F. Golberger, *Insee première*, n° 573, avril 1998.

Données urbaines n°2, Collectif, *Éditions Anthropos et Insee*, 1999.

Données urbaines n°3, Collectif, *Éditions Anthropos et Insee*, 2000.

INSEE PREMIÈRE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : www.insee.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

A RETOURNER A : INSEE Info Service, Service Abonnement B.P. 409, 75560 Paris CEDEX 12
Tél. : 01 53 17 88 45 Fax : 01 53 17 89 77

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2002

Abonnement annuel = 70 € (France) 87 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14
Directeur de la publication :
Paul Champsaur
Rédacteur en chef :
Daniel Temam
Rédacteurs : J.-W. Angel,
R. Baktavatsalou, C. Dulon,
A.-C. Morin, B. Ouvré
Maquette : M. Brunet
Code Sage IP02835
ISSN 0997 - 3192
© INSEE 2002

